

BUREAUX

A LYON,

Café National

Place de la République

n. 18.



LE

VORACE

Journal des Travailleurs,

PARAISANT UNE FOIS PAR SEMAINE.

Pour

Les Insertions

-ET-

Réclamations,

S'adresser aux Bureaux

DU JOURNAL.

Vivre en Travaillant ou Mourir en combattant.

AU PEUPLE.

Que l'énergie, le calme soient ta force et ta devise; laisse tes ennemis s'évaporer en caillonnies, en propos absurdes et mensongers, oppose-leur ton mépris et montre-leur que par ton union la fraternité est ton symbole, par ta patience fais succomber leur infatuation.

Mais ton bon droit fera échouer leurs coupables machinations; ainsi, sois calme, non pas de celui de la faiblesse, mais de celui de la générosité, épargne des ennemis qui, reconnaissant leurs fautes passées, deviendront tes frères

Vive la République!

DERNIERS TROUBLES A LIMOGES.

Divers journaux n'ayant pas rendu un compte exact des événements de Limoges, nous nous empressons de publier la lettre du citoyen L. Genty que nous trouvons dans le journal de la commune de Paris.

Citoyen Rédacteur,

Depuis longtemps la population ouvrière de la ville de Limoges, qui est nécessairement incorporée dans la garde nationale, réclamait avec justice qu'il lui soit délivré des armes; ses réclamations étaient toujours vaines, quoique pourtant le commissaire du département eût reçu des ordres pour tirer de suite mille fusils de Bourges, et deux mille qui devaient être délivrés plus tard.

Les élections nouvelles de la garde nationale avaient été favorables aux ouvriers, et les chefs étaient presque tous choisis parmi eux. La bourgeoisie, qui représentait l'ancienne garde nationale, avait vu ces nominations avec peine et paraissait décidée à ne pas les reconnaître; elle affichait même une certaine fanfaronade, paradait sur les places avec des armes dont une partie était chargée, et, par son attitude, paraissait hostile à l'autre partie de la population. Les choses en étaient là, quand arriva le dépouillement des votes pour les élections générales.

Afin de donner le plus de publicité possible à ce dépouillement, le commissaire fit transporter les procès-verbaux dans une salle immense, dite salle du Manège, où chaque citoyen put pénétrer et assister aux opérations.

Le travail tirait à sa fin, on n'avait plus à reconnaître que les bulletins de l'armée, quand la population tout entière qui était présente, entraînée par un sentiment patriotique, reconnaissant que les chances de quelques-uns de ses candidats de prédilection étaient incertaines, s'empara des procès-verbaux et des bulletins, les lacéra et les réduisit en cendres.

A ce moment, la garde nationale, sans être en aucune façon convoquée par ses chefs, colonel et lieutenant-colonel, se rendit en armes sur divers points de la ville, et prit une attitude menaçante. De leur côté, les ouvriers sortirent en masse de la salle du Manège et se répandirent dans la ville où les groupes devinrent, en un instant, très-nombreux et composés d'hommes, de femmes et d'enfants.

Toute la ville semblait s'être donnée rendez-vous sur les places publiques.

Alors, plusieurs bons citoyens s'interposèrent, en courant de grands risques, entre le peuple et la garde nationale et cherchèrent à arrêter une collision qui paraissait imminente. Déjà plusieurs gardes nationaux avaient tiré des coups de fusil qui, heureusement, n'atteignirent personne.

Pourtant quelques citoyens furent frappés à coups de baïonnettes, quelques-uns furent blessés et eurent le bon esprit de ne pas le divulguer, afin d'éviter un plus grand conflit. En présence de la population qui augmentait à chaque instant, la garde nationale sentit que toute résistance était inutile, et elle se décida à remettre une partie de ses armes au peuple et se retira. Pendant ce temps, des citoyens s'étaient emparés des trois pièces de canon de l'artillerie de la garde nationale, qui furent trouvées chargées à mitraille et à boulets. Alors il fut décidé qu'on se présente-

rait à la Préfecture et que l'on demanderait des explications au commissaire dont la conduite paraissait un peu embarrassée. Ce dernier demanda immédiatement qu'il lui fut adjoint les membres du comité provisoire qui s'était constitué dès le 25 février, ce qui avait déjà remis l'ordre dans la ville à cette époque.

Le comité réuni se compose des citoyens *Bac*, *Villegoureix*, *Dussoubis-Gaston* jeune, et le commissaire *Chamiot*; le cinquième, *Courcelle*, était absent. Il fut décidé qu'on adjoindrait à ce nouveau comité les citoyens *Coralli*, *Frichon* aîné et plusieurs ouvriers bien connus pour leur esprit d'ordre.

Les postes furent alors occupés par les ouvriers armés, et le bon ordre se rétablit immédiatement.

Un des membres du comité fut envoyé au ministre de l'Intérieur pour rendre compte de ces événements, il n'a pu encore être reçu par le ministre. Certains journaux ont répandu le bruit que les communes environnantes se portaient sur Limoges. Le fait est vrai, mais il faut constater que les communes venaient pour porter aide et protection au peuple, s'il en avait besoin, et non autrement. La troupe elle-même était décidée à agir dans le même sens, et le caractère de ces événements était trop éminemment pur et patriotique pour qu'il fût possible de lui donner une autre interprétation.

Voici les faits, je le certifie, et je défie qui que ce soit d'en donner une autre relation. Je viens donc vous prier de vouloir bien leur donner la publicité convenable, et je compte sur votre concours pour la prompte insertion de cette note dans votre prochain numéro.

Salut et Fraternité!

L. GENTY,

*Délégué du Comité révolutionnaire
pour la ville de Limoges.*

PEUPLE ET BOURGEOIS.

Des troubles graves ont eu lieu sur différents points de la France à propos des élections. Les causes de ces agitations ne sont point encore bien connues, les détails qui nous arrivent, nous permettent cependant de faire un rapprochement significatif.

A Rouen, la bourgeoisie a triomphé, l'ordre s'est rétabli au milieu des cadavres, le calme de la terreur règne dans cette ville, les ouvriers ont été littéralement écrasés, la garde nationale et la ligne, assure-t-on, n'ont pas perdu un seul homme.

A Limoges, les ouvriers sont restés maîtres

de la ville, les citoyens *Bac*, *Corveli*, *Dussoubis*, *Villegoureix*, ont reconstitué la commission administrative du 26 février.

Pas une goutte de sang n'a été versée.

Nous jugeons le fait, là où les travailleurs dominent, nous voyons l'ordre, le calme, le respect pour les propriétés et les personnes.

Là où la bourgeoisie triomphe, nous retrouvons aussi l'ordre, mais l'ordre comme à Varsovie, au milieu des ruines.

(vraie République).

ADIEUX DU FOURRIER GIGOU.

Au moment de quitter Lyon, je dois aux braves ouvriers qui m'ont témoigné tant de nobles sentiments d'amitié une dernière preuve de ma reconnaissance. Ma voix d'ami et de frère ne s'élèvera que pour défendre leurs droits, si jamais l'injustice venait y mettre une barrière. La révolution de 1830 qui, comme celle de février 1848 avait été cimentée de leur sang, ne produisit qu'une société de bourgeois, toute matérielle, toute d'argent, où la pensée resta enchaînée, et où le sort des travailleurs fut mis à l'écart. Funeste conséquence de certains hommes cupides qui, n'écoutant que leur intérêt, sacrifièrent à l'encens des rois, le peuple qui demandait sa liberté. La France avilie, corrompue, gémit de leur faute; des traités honteux arrachés à un roi pusillanime et égoïste ravalèrent la gloire du nom français que nos ancêtres avaient si héroïquement montré aux peuples de la terre. Nos trésors servaient d'aliment à la plus honteuse des corruptions, et le produit des sueurs du peuple qu'une honorable prévoyance avait placé dans les caisses d'épargne, servit plus d'une fois à acheter notre honte et notre déshonneur. Ils ne sont plus ces hommes insensés, qui n'écoutèrent que la voix perfide de leur conscience, pour avilir notre nation, qu'ils gémissent loin de nous de leur honteuse défaite, la France si généreuse et si grande ne saura qu'avoir pitié d'eux.

Aujourd'hui, frères, les destinées de l'Europe sont entre vos mains, nul d'entre vous ne veut le désordre qui produit l'anarchie, mais nous voulons des droits sacrés, que des hommes pervers tendront peut-être à nous enlever. Oui, frères, vous viendrez vous asseoir au banquet de la vie, à l'ombre de la divine trilogie, qui ne sera plus chimérique, car désormais *liberté*, *fraternité* et *égalité*, ne seront pas de vains mots. La révolution du 24 février a été faite par vous, il est assez juste que vous en retiriez de grands bénéfices, mais rappelons-nous bien que nous avons de grands intérêts à ménager,

la famille à respecter, la propriété à défendre au lieu de l'attaquer, vivre en travaillant telle est votre noble devise, plus d'exploitation d'homme à homme, l'association entre le maître et l'ouvrier, enfin l'organisation du travail, qui dit faire la base de notre société. Espérez, frères, car la patrie vous réservera un asile pour vos vieux jours, et vos enfants n'auront plus rien à redouter pour leur avenir.

C'est avec regret que je m'éloigne du milieu de vous, votre amitié me faisait oublier les calomnies dont j'étais en butte, mais soyons tous de purs républicains, veillant constamment sur nos droits. Merci de vos suffrages, d'autres que moi en étaient plus dignes, mais nul n'eut eu plus de courage, de cœur et de dévouement pour défendre vos intérêts.

Jeté sur la scène politique, par une circonstance dont j'ai été le héros et la victime, je dois faire disparaître le doute qui m'aurait été si funeste sans la vérité qui a fait ma force; l'indiscipline est le drapeau de mes adversaires, qu'ils sachent donc que je n'ai jamais violé la discipline, et que nul mieux que moi n'en connaît l'utilité dans les armées; j'ai protesté contre les abus qui faisaient du soldat une machine, un séide, un prétorien, au service des monarchies. Je me suis indigné de l'état d'esclave ou l'avait réduit la politique abrutissante du ministre criminel, qui prêcha en faveur de la croisade ennemie de 1815 les désastres de Waterloo, pourrai-je aimer le transfuge de Gand, non mille fois non, aussi qu'est-il arrivé? Dès les premiers jours de notre révolution, mes amis politiques firent paraître un article sur le *Censeur* à la date du 28 mars, je l'avais signé, et cet acte produisait la solidarité; dès son apparition une sueur froide passa sur le front de certains légitimistes, nous écrivions sur les journaux, la liberté de la presse était permise aux soldats, quel malheur? leurs complots machiavéliques mais peu censés étaient entravés, n'étions-nous pas intéressés même d'aimer la France, d'aimer le peuple, il fallait protester contre tant d'effronterie, l'article était signé des *sous-officiers d'artillerie*, et quelque intelligence, pour qui les règles de la grammaire sont peu connues, y virent une question de pluralité, pauvres gens qui croyaient nous entraîner dans une conspiration, comme ils se sont trompés, l'ouverture des clubs, ces assemblées populaires où chaque citoyen vient éclairer sur ce qui peut améliorer sa condition, fut pour mes amis une arène où nous nous promettions de combattre les projets liberticides de ces âmes où le parfum aristocratique avait étouffé toute idée populaire, aussi reçûmes-nous des avis pour que nous nous éloignâ-

mes de ces lieux qui leur faisait horreur; loin d'écouter leurs perfides conseils, nous jurâmes d'un commun accord de vivre ou de mourir pour la république, qui avait été reçue avec froideur par ces mêmes amis du système abattu, un discours ferme, énergique et brillant prononcé par mon ami Mathieu, au club de la Charité, fut couvert d'applaudissements par les membres de cette assemblée; le lendemain au club des montagnards je pris la parole, pour dissiper quelques craintes sur l'esprit des troupes, persuadé que le 4^e d'artillerie était animé des plus généreux sentiments, je protestais contre l'injure qu'on lui faisait de ne pas aimer la république et je m'efforçais de faire comprendre que tant que l'armée et le peuple ne seraient pas franchement unis, le calme était impossible en France, voilà une partie de la vérité, voilà mon premier crime, je suis un bien grand criminel.

La veille de mon arrestation, une convocation de tous les sous-officiers de mon régiment eut lieu, par qui était-elle provoquée? je crois que la cause remonte à des grades supérieurs; dans quel but, j'avoue que j'ai beaucoup de peine à le concevoir, ce que je sais c'est qu'un morceau de papier blanc parcourut les casernes avec cette seule inscription, *protestation contre l'article imprimé sur le Censeur: suivent les signatures*, heureusement pour nous qu'un très petit nombre de nous suivait cette éloquente protestation, à midi je fus prévenu que l'assemblée allait ouvrir sa séance, j'arrive et lis l'article, nul ne se lève pour le condamner: alors laissant ma pensée libre, je fis entendre de dures vérités, sans m'écarter des règles de la convenance, et en terminant je proclamais avec feu la République, disant qu'elle seule pouvait sauver la France, et que toute autre forme de gouvernement nous menait à l'anarchie, j'invitais mes vrais amis à suivre mon exemple, et sortis de la salle accompagné de 60 sous-officiers, le peu qui restèrent mes amis à la veille, champions ardents du gouvernement balayé par le souffle populaire, se crurent perdus, leur empressement à se rendre auprès du colonel fut grand, et de cette démarche anti-républicaine sortit une lettre de cachet, digne tout au plus des temps barbares, je voulus me rendre auprès du colonel pour dissiper ses craintes, vain espoir! je reçus pour toute réponse l'ordre d'attendre qu'il me fit appeler, qu'elle heure avait-il choisi pour entendre ma défense, minuit qui le croirait? J'étais couché lorsqu'un adjudant me donne l'ordre de descendre, je me rendis à la salle des rapports, accompagné de mon ami Mathieu, l'adjudant-major de service me dit que le colonel m'at-

tendait dehors, je sortis accompagné de l'officier de service, je fis quelques pas et me retournant, je me vis escorté par les deux adjudants majors, je trouvais le colonel dans l'enclos, où se trouvent établies les batteries de siège, il était en petite tenue, une cravache à la main, Gigou, me dit-il, vous vous êtes rendu coupable vis-à-vis de vos camarades, vous vous êtes emporté dans l'assemblée des sous-officiers, vous avez eu tort, vous êtes trop jeune pour comprendre ce que c'est qu'une république; quant à moi je suis républicain depuis trente ans, et je vous avoue que je suis moins avancé que vous, car les principes en républicanisme sont difficiles à résoudre, un pareil langage d'un homme qui avait dit je ne me rallierai à la république qu'à la dernière extrémité, était loin de me surprendre.

Après quelques explications assez vives il finit par me dire que le général me faisait mettre en prison, non la prison de ville, mais une autre se trouvant *extra-muros*. Je me refusais à sortir de Lyon, lorsque le colonel, aidé des deux adjudants-majors, me sautèrent dessus; le colonel cria: à moi, gendarmes; et j'en vis sortir trois de derrière une guérite; le gaz avait été éteint pour mieux réussir dans leur infâme projet. Me voyant saisi, je souhaitais le bonsoir au colonel, et fus jeté dans une voiture. Placé entre trois honnêtes gendarmes qui eurent le cœur navré de l'acte infâme qu'on commettait à mon égard; j'arrivais, entouré de leurs politesses, à la prison de Saint-Laurent, de là à Bourgoin. La nuit, le régiment sut mon enlèvement, l'indignation était à son comble. Le lendemain le quartier était consigné et tous les officiers s'efforçaient de faire croire que j'avais déserté. Mes camarades me réclamèrent, Lyon se joignit à eux et le lendemain, extrait de la prison centrale de Bourgoin, j'arrivais, comme un mort qui ressuscite, au milieu des braves amis qui avaient demandé ma délivrance. De là deux fêtes qui probablement ont contribué à raffermir l'édifice républicain; car de ce jour plus de craintes, tous les régiments de France ont proclamé la République, le peuple et le soldat se donnent la main, nous sommes donc invincibles. Je crois même que nous avons étouffé une contre-révolution.

Voilà, citoyens et amis, la vérité sur les événements qui ont fait de moi un homme populaire. Sorti des rangs du peuple, fils d'un soldat qui fit les campagnes de 92 à 1815, aurai-je jamais aspiré à autre chose qu'au rôle de modeste républicain. J'ai dû céder à la force des circonstances. Ami de l'ordre et voulant une république assise sur les droits de

l'homme, tous mes efforts tendront à empêcher que l'orgueil, suivi de des abus, privilèges, etc., renaisse sur la terre. Sorti de l'école du malheur, il n'est que trop juste que le précepte évangélique reçoive sa sanction: Les potentats de la terre seront humiliés et les pauvres élevés. Arrivons donc à consolider l'édifice social par la force de nos sages principes, n'admettons aucun pouvoir conservateur, et que le salut de la France se repose sur des républicains éprouvés qui veulent le bonheur des classes pauvres; car, tant que la misère existera sur la terre il n'y a pas de liberté ni de république possible.

Salut et fraternité!

Gigou.



NOUVELLES DE POLOGNE.

Berlin, 29 avril 1848, 3 h. 1/2 du soir.

Cracovie est bombardée. — Le lundi 24, la garde nationale demande les armes qui lui étaient promises depuis longtemps; dans cette garde nationale étaient compris tous les émigrés qui avaient été, tous sans exception, depuis leur arrivée en Allemagne, dirigés sur Cracovie par les divers gouvernements.

Le mercredi 26, tous se rassemblent dans une espèce de champ de mars, près de la ville, le général autrichien Castiglione devait, dans cet endroit, leur donner des armes et les passer en revue.

Astuce autrichienne! pendant que tous les hommes valides quittent ainsi la ville, les troupes autrichiennes occupent les rues, les places, braquent les canons... La garde nationale l'apprend; elle n'a point d'armes, elle rentre dans la ville; des barricades se forment, imaginez quelle lutte s'est engagée, les Autrichiens pourtant ont été forcés de se réfugier dans la citadelle, de là ils ont bombardé la ville pendant quatre heures, enfin le général Castiglione a fait dire aux émigrés que s'ils ne quittaient la ville, elle serait réduite en cendres, les émigrés impuissants, sans armes, ont quitté la ville, ils errent aujourd'hui sur toutes les frontières, que deviendront-ils?

Voilà la guerre déclarée.

Cette nouvelle est arrivée aujourd'hui à un polonais, qui n'a pas encore quitté Berlin, par une lettre de Varsovie.

Quant à Varsovie, sa situation est horrible, les Russes y sont innombrables, la mèche est allumée sur toutes les places.

Le Rédacteur-Gérant, LEIDEN.

Lyon, Impr. RODANET et Cie, r. de l'Archevêché, 5.